Corrigé et barème – Objet conclusif : État et religions en Inde

Le sécularisme indien et la dimension politique de la religion, du choix des fondateurs au nationalisme hindou au pouvoir, la place des minorités religieuses et les enjeux géopolitiques du conflit entre l'Inde et le Pakistan.

Durée : 120 min – Calculatrice interdite – Sur 20 points · Spe-hggsp 1re

Exercice 1 – Repères : quatre dates de l'Inde et du Pakistan ★★ *(4 pts)*

a) Fondation du **RSS** à Nagpur. Le nationalisme hindou se dote d'un réseau militant qui diffuse l'hindutva et donnera ses partis (Jana Sangh, puis BJP). (1)

b) Reddition de l'armée pakistanaise à Dacca : naissance du **Bangladesh**. Des musulmans bengalis se séparent d'un État fondé pour les musulmans : la religion ne suffit pas à faire une nation. (1)

c) Destruction de la **mosquée Babri** d'Ayodhya par des militants nationalistes hindous, puis émeutes d'environ 2 000 morts. La religion devient une ressource électorale qui met le sécularisme à l'épreuve. (1)

d) **Attentat de Pahalgam** (26 civils tués au Cachemire indien). L'Inde suspend le traité de l'Indus et frappe le Pakistan (opération Sindoor) : la violence jihadiste et la riposte nationale mêlent religion, territoire et eau. (1)

Piège — une date ne rapporte des points que si l'on dit **ce qu'elle révèle** du lien entre religion et politique.

Exercice 2 – Dissertation : religion et nation en Inde ★★★ *(10 pts)*

a) Accroche : le 22 janvier 2024, le Premier ministre consacre lui-même le temple de Rama à Ayodhya, dans une République qui se dit séculière depuis 1976. **Unité** : ce qui rassemble les citoyens en une nation ; **division** : ce qui oppose des communautés. Problématique : la religion, que les fondateurs voulaient mettre au service d'une nation plurielle, est-elle devenue une ligne de fracture, à l'intérieur comme avec le Pakistan ? (2)

b) **I. Une nation fondée sur la pluralité.** Après la partition et l'assassinat de Gandhi (30 janvier 1948), Nehru et Ambedkar font de l'Inde un État sans religion (Constitution du 26 janvier 1950, articles 14-17 et 25-30) ; l'État réforme l'hindouisme (lois de 1955-1956) et respecte les minorités ; jusqu'aux années 1980, le sécularisme sert de ciment, inscrit au préambule en 1976. (2)

c) **II. La religion mobilisée contre ce modèle.** L'hindutva (Savarkar, 1923 ; RSS, 1925 ; BJP, 1980) gagne avec Shah Bano (1986) et Ayodhya (1992) ; violences du Gujarat (2002) ; au pouvoir depuis 2014, le BJP fait voter la loi sur la citoyenneté (2019), qui écarte les musulmans ; débat entre égalité revendiquée et « démocratie ethnique ». (2)

d) **III. Une division projetée sur le Cachemire.** Théorie des deux nations et adhésion du Cachemire à l'Inde (octobre 1947) ; trois guerres et Kargil (1999), mais le Bangladesh (1971) montre les limites du facteur religieux ; depuis 2019 (fin de l'autonomie) et 2025 (Pahalgam, traité de l'Indus suspendu), la religion justifie des enjeux de territoire, d'eau et de puissance. (2)

e) La religion est en Inde un facteur d'unité par le projet constitutionnel, toujours en vigueur et défendu par des juges et des électeurs (2024), et un facteur de division quand elle est mobilisée par des partis et des États. Pour le BJP, c'est l'égalité enfin réalisée ; pour ses opposants, une nation réservée à sa majorité. Ouverture : comparer avec la Turquie, autre État laïque où la religion majoritaire revient en politique. (2)

Piège — le plan catalogue (I. sécularisme, II. minorités, III. Pakistan) ne répond pas : chaque partie défend **une idée** avec des appuis tirés de plusieurs jalons.

Exercice 3 – Étude critique : Jinnah et l'État du Pakistan (1947) ★★★ *(6 pts)*

a) Un **discours politique** de Jinnah, chef de la Ligue musulmane et futur gouverneur général, devant l'Assemblée constituante, le 11 août 1947 : la partition est décidée, les violences entre communautés ont commencé, et des minorités hindoues et sikhes restent dans le futur Pakistan. (1)

b) La **liberté de culte** (« libres d'aller dans vos temples [...] vos mosquées ») et l'**égalité des citoyens** (« citoyens, et citoyens égaux, d'un même État ») : la religion « n'a rien à voir avec les affaires de l'État ». (1)

c) Pour montrer que des persécutions religieuses peuvent cesser : l'Angleterre a dépassé les guerres entre catholiques et protestants en faisant de chacun un **citoyen égal**. C'est un modèle de nation politique, non religieuse. (1)

d) La foi reste une affaire **personnelle** ; mais dans la vie publique, seule compte la **citoyenneté** : hindous et musulmans seraient d'abord des Pakistanais. Jinnah sépare l'appartenance religieuse de l'appartenance politique. (1)

e) Le Pakistan naît de la **théorie des deux nations** : les musulmans formeraient une nation distincte. Jinnah, qui a réclamé des États pour les musulmans en 1940, promet pourtant un État où la religion n'est pas un critère politique, peut-être pour rassurer les minorités et apaiser les violences. (1)

f) Portée : un texte fondateur, invoqué depuis par les défenseurs d'un Pakistan pluraliste. Limites : un discours n'est pas une constitution, et Jinnah meurt en 1948 ; la résolution des objectifs (1949) place la souveraineté sous l'autorité de Dieu et le Pakistan devient une **République islamique** en 1956, à l'inverse de l'Inde séculière de 1950. (1)

Méthode — dans une étude critique, chaque idée s'appuie sur les **mots exacts du texte**, puis sur une connaissance datée qui l'éclaire ou la nuance.

Ce document est la propriété intellectuelle de Ben, professeur particulier (benprofparticulier.fr), protégée par le Code de la propriété intellectuelle (art. L. 111-1 et L. 122-4). Il est mis à disposition pour un usage personnel de révision. Toute reproduction, diffusion, mise en ligne ou revente, totale ou partielle, sans autorisation écrite est interdite et constitue une contrefaçon (art. L. 335-2).